



eBay Canada
Mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Consultations prébudgétaires pour le budget fédéral de 2017

Résumé : Afin d'aider à la fois les Canadiens en général (consommateurs) et les entreprises du Canada (PME) à contribuer à la croissance économique du pays, eBay Canada propose que le Comité permanent des finances recommande au gouvernement du Canada de relever le seuil canadien de minimis, qui est actuellement de 20 \$.

Aperçu

eBay est une des plus grandes plateformes mondiales de commerce en ligne qui permet d'avoir accès aux choses dont on a besoin et que l'on aime, à peu près n'importe quand et n'importe où. eBay est une des principales destinations de commerce électronique des Canadiens puisqu'elle accueille tous les mois plus de huit millions de visites uniques, et que les Canadiens dépensent plus d'un milliard de dollars par année. Les Canadiens qui utilisent le site d'eBay ont accès à un marché mondial offrant plus d'un milliard d'articles.

eBay est la plateforme par excellence où les entreprises de toutes tailles peuvent participer à l'économie en ligne. Bon nombre d'entrepreneurs emploient eBay comme principal canal de vente. Tout compte fait, les vendeurs canadiens vendent plus d'un million d'articles par mois sur eBay.

eBay Canada propose que le Comité permanent des finances recommande au gouvernement du Canada de relever le seuil de minimis, qui est actuellement de 20 \$. Le seuil de minimis s'entend du niveau en dessous duquel des articles peuvent entrer au Canada sans être frappés de droits de douane ou de taxes. Le niveau actuel au Canada est fixé à 20 \$ depuis la décennie 1980. (S'il avait suivi l'inflation, il atteindrait maintenant presque 45 \$.) Le seuil de minimis du Canada est l'un des plus bas du monde, soit au niveau de celui de l'Ouganda et de la Jordanie.

Pays	Seuil de minimis	
	Local	Conversion approximative
Canada	20 \$ CA	
États-Unis	800 \$ US	1035,64 \$ CA
Australie	1 000 \$ A	966,01 \$ CA
Nouvelle-Zélande	400 \$ NZ	370,06 \$ CA
Mexique	300 \$ US (via Post)	391,41 \$ CA
Ouganda	10 \$ US	12,95 \$ CA
Jordanie	20 dinars jordaniens	36,58 \$ CA

Dans son rapport de 2013 intitulé *Écart de prix entre le Canada et les États-Unis*, le Comité sénatorial permanent des finances nationales recommande qu'on effectue une analyse sur le seuil de minimis canadien, étant donné que son augmentation permettrait de « réduire les écarts de prix de certains produits entre le Canada et les États-Unis¹ ». Relever le seuil de minimis offre toutefois de nombreux autres avantages pour les consommateurs, les petites entreprises et le gouvernement.

¹ <http://www.parl.gc.ca/content/sen/committee/411/nffn/rep/rep16feb13-f.pdf>.

Coût et avantages

Dans un nouveau rapport intitulé *Rights of Passage: The Economic Effects of Raising the de minimis Threshold in Canada*, l'Institut C.D. Howe analyse les coûts et avantages de divers scénarios d'augmentation du seuil de minimis qui démontrent des avantages importants pour les consommateurs et les entreprises – et en particulier les petites et moyennes entreprises – tout en demeurant neutres ou positifs sur le plan budgétaire pour le gouvernement². Une des auteures du rapport, Christine McDaniel, a conclu en fait que : « nous constatons que l'élimination du seuil entraînerait des retombées économiques nettes pouvant atteindre 648 millions de dollars canadiens³ » [TRADUCTION]. Les avantages précis de la hausse du seuil de minimis comprennent les suivants :

(1) Des gains d'efficience pour le gouvernement

Comme le seuil de minimis actuel de 20 \$ n'a pas changé depuis les années 1980, sa valeur réelle a diminué considérablement sous l'effet de l'inflation. Au cours de la même période, les coûts associés à la perception des droits et des taxes à acquitter sur les envois ont augmenté. Dans une étude publiée dans le *World Customs Journal*, le coût estimatif du traitement et de la perception des droits sur les colis de faible valeur au Canada dépasse le montant des droits perçus par le gouvernement⁴.

Nous savons en fait que l'ASFC et Postes Canada n'appliquent pas rigoureusement le seuil de minimis actuel de 20 \$. L'approche incohérente dans l'application du seuil de minimis, surtout pour les envois de moins de 100 \$, corrobore la conclusion selon laquelle le coût de perception des droits et des taxes sur les envois de faible valeur dépasse de loin le revenu que le gouvernement en tire.

Ni les consommateurs ni les entreprises ne peuvent malheureusement prédire quand le seuil sera appliqué, ce qui crée de l'incertitude et, dans le cas des entreprises, des coûts supplémentaires. Si l'on augmente le seuil de minimis à un niveau égal ou supérieur aux frais de perception, le seuil sera appliqué de façon systématique, ce qui éliminera l'incertitude qui plane chez les employeurs et les consommateurs tout en produisant des retombées budgétaires pour le gouvernement.

Les rapports de l'Institut C.D. Howe montrent que le gouvernement dépense actuellement 166 millions de dollars canadiens pour percevoir seulement 39 millions de dollars en droits et taxes sur des biens dont la valeur se situe entre 20 et 80 \$ et que si le seuil de minimis était relevé à ce niveau, le gouvernement pourrait réaliser des économies de 127 millions de dollars ou réinvestir ce montant dans la perception des droits et des taxes sur des biens de plus grande

² Institut C.D. Howe – *Rights of Passage: The Economic Effects of Raising the de minimis Threshold in Canada*.

³ [Institut C.D. Howe – Rights of Passage: The Economic Effects of Raising the de minimis Threshold in Canada](#).

⁴ http://www.worldcustomsjournal.org/media/wcj/-2012/1/Holloway_Rae.pdf.

valeur, ce qui rapporterait 34 millions de dollars de plus⁵. Si l'on tient compte des articles valant de 20 à 200 \$, la différence entre le coût de perception (278 millions de dollars) et le montant récupéré (117 millions de dollars) est encore plus grande et produit des économies encore plus importantes pour le gouvernement.

(2) Réduction des formalités administratives pour les entreprises

Pour les petites entreprises, le faible seuil de minimis du Canada nuit surtout sur le plan des intrants d'entreprise importés et de faible valeur, ainsi que sur celui des retours de marchandise par les acheteurs étrangers. Comme leurs concurrents de partout dans le monde, les petites entreprises canadiennes dépendent de plus en plus de chaînes d'approvisionnement mondiales. Les intrants de faible valeur qu'importent les petites entreprises sont souvent expédiés via le système postal ou des services de messagerie privés et sont frappés de droits et de taxes à la frontière. De même, pour soutenir la concurrence sur le marché international, les commerçants en ligne canadiens doivent offrir à tous les acheteurs la possibilité de retourner la marchandise qu'ils ont achetée. Lorsque des achats de l'étranger sont retournés au Canada, ils sont toutefois frappés souvent de droits et de taxes. Dans les deux cas, les droits et les taxes imposés sur ces biens, ainsi que les frais de courtage connexes, font augmenter le coût assumé par les petites entreprises canadiennes et les désavantagent sur le plan de la concurrence par rapport à leurs pairs de l'étranger.

Même si les petites entreprises en ligne peuvent, en théorie, récupérer les taxes payées sur les intrants d'entreprise et les montants imposés sur les retours de marchandise, elles doivent assumer d'importants coûts administratifs pour le faire. Souvent, le coût associé à la réclamation de ces droits et taxes dépasse le montant du droit ou de la taxe même. eBay Canada a interrogé divers vendeurs à ce sujet et constaté que certains d'entre eux préfèrent absorber le coût des droits au lieu d'investir des ressources pour les récupérer.

Une étude réalisée par l'OCDE révèle que le coût des transactions commerciales pour les entreprises de 250 employés ou moins dépasse de 30 à 45 % celui des autres entreprises⁶. Il ne faut donc pas s'étonner que les petites entreprises considèrent les retards aux douanes comme leur barrière commerciale la plus importante⁷. En outre, le temps nécessaire à l'administration des droits nuit beaucoup aux entreprises, en raison des coûts (ou des baisses de flux de trésorerie) qui sont engendrés lorsque les marchandises sont retenues à la frontière. Seules les grandes entreprises peuvent avoir accès à des chaînes logistiques privées et prédédouaner leur marchandise.

⁵ Institut C.D. Howe – Rights of Passage: The Economic Effects of Raising the de minimis Threshold in Canada.

⁶ [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=TD/TC/WP\(2003\)31/FINAL&docLanguage=FR](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=TD/TC/WP(2003)31/FINAL&docLanguage=FR).

⁷ http://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/Micro-Multinationals_Global-Consumers_WTO_Rep_1.pdf.

L'étude de l'Institut C.D. Howe révèle que les entreprises canadiennes tireraient du relèvement du seuil de minimis de 20 à 80 \$ un avantage de plus de 100 millions de dollars, montant qui découlerait en grande partie des économies réalisées sur les frais de courtage et les coûts administratifs connexes, ainsi que du dédouanement plus rapide des marchandises à la frontière canadienne.

L'analyse des petites entreprises canadiennes qui utilisent eBay montre que ces dernières exportent presque toutes (99,8 %) et qu'elles atteignent une moyenne remarquable de 20 marchés chacune⁸. Ces milliers de petites entreprises montrent l'immense pouvoir du commerce sur Internet, mais elles démontrent aussi qu'il faut mieux harmoniser les politiques frontalières canadiennes, et en particulier le seuil de minimis, avec les normes internationales.

(3) Équité pour les consommateurs

Dans le budget de 2012, le gouvernement du Canada avait annoncé que la valeur des marchandises pouvant être importées en franchise de taxes et de droits de douane par des résidents canadiens de retour après un séjour à l'étranger serait portée à 200 \$ pour un séjour de 24 heures et à 800 \$ pour un séjour de 48 heures⁹. On n'avait toutefois pas annoncé d'augmentation de la limite d'exonération pour les colis en provenance de l'étranger.

Les collectivités éloignées, les Canadiens du Nord et les familles à faible revenu n'ayant pas bénéficié d'une augmentation correspondante du seuil de minimis, elles sont injustement désavantagées. Ces groupes ont moins de possibilités de franchir la frontière afin de profiter des limites pour absence à l'étranger. En fait, « *bien que la majorité des consommateurs canadiens achetant en personne au-delà de la frontière habitent à moins de 18 milles de la frontière américaine, la plupart des Canadiens habitent à plus de 81 milles de cette frontière*¹⁰ » [TRADUCTION].

En outre, le choix de produits dans les magasins locaux des collectivités éloignées et du Nord est plus limité, ce qui amplifie l'importance du commerce électronique dans les régions rurales. Si l'on relevait le seuil de minimis (et l'harmonisait avec l'exemption personnelle pour les séjours à l'étranger de 24 heures), tous les Canadiens, où qu'ils vivent, bénéficieraient de la hausse des limites d'exonération.

De plus, l'augmentation du seuil de minimis pourrait avoir des retombées positives de plus grande envergure, qui aboutiront à des réductions de prix à long terme pour tous les consommateurs. En 2014, l'Institut C.D. Howe a publié un rapport soulignant que l'augmentation du seuil de minimis est une des meilleures façons d'éliminer la disparité de prix entre le Canada et les États-Unis parce que « *même les distances modestes suffisent pour empêcher la plupart des consommateurs de faire des achats transfrontaliers, ce qui limite ainsi*

⁸ <http://www.newswire.ca/news-releases/optimism-among-canadian-smb-exporters-despite-economic-challenges-567491761.html>.

⁹ <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/pdf/Plan2012-fra.pdf>.

¹⁰ http://strategy.sauder.ubc.ca/head/papers/crossings_final.pdf.

*la pression exercée sur les fabricants pour qu'ils fixent des prix similaires dans les deux pays*¹¹ »
[TRADUCTION].

(4) Augmentation du volume de colis livrés par Postes Canada

L'étude Commerce 3.0 réalisée récemment par eBay montre que beaucoup de petites entreprises qui exportent en utilisant des plateformes technologiques comme eBay utilisent presque exclusivement les chaînes logistiques publiques, comme celle de Postes Canada¹². Les consommateurs canadiens expédient toutefois chaque année à des adresses aux États-Unis (y compris à de nombreuses villes frontalières) afin d'éviter le seuil de minimis coûteux des droits de douane et des taxes. Ce détournement de colis du commerce électronique entraîne un important manque à gagner pour Postes Canada. Par conséquent, une hausse du seuil de minimis canadien se traduirait par une augmentation du nombre d'envois transfrontaliers par Postes Canada, ce qui augmenterait le revenu de la société d'État.

¹¹ http://www.cdhowe.org/pdf/Commentary_409.pdf.

¹² <https://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/canada-commerce-3.pdf>.

Appui général

Des entreprises et des associations commerciales souhaitent un relèvement du seuil de minimis. Des lettres publiques adressées aux anciens ministres du Commerce, Ed Fast, et des Finances, Jim Flaherty, (octobre 2013)¹³, ainsi qu'à l'ancien ministre de l'Industrie, James Moore, (avril 2014)¹⁴, montrent qu'un large éventail de groupes appuient un tel changement. Plus récemment, 12 petits entrepreneurs canadiens ont envoyé une lettre ouverte au premier ministre Justin Trudeau dans laquelle ils concluent « qu'il faut faire davantage pour assurer que nos entreprises sont plus concurrentielles avec l'étranger au cours des années à venir – et notamment hausser le seuil de minimis du Canada¹⁵ » [TRADUCTION].

Le récent rapport de l'Institut C.D. Howe illustre l'inefficience du seuil de minimis en vigueur et démontre comment une hausse du seuil pourrait atténuer les inefficiences pour les petites et moyennes entreprises tout en réduisant les coûts pour le gouvernement et les entrepreneurs¹⁶.

Lorsque le seuil de minimis est passé récemment de 200 à 800 \$ US, 12 sénateurs américains ont signé une lettre commune à l'ambassadeur Doer dans laquelle ils exhortent le Canada à hausser son seuil de minimis « afin de favoriser une croissance économique accrue pour les deux pays¹⁷ » [TRADUCTION].

De grandes organisations internationales ont également demandé que l'on porte le seuil de minimis au niveau mondial. L'APEC a publié une déclaration conjointe en 2011, acceptée par tous les membres, y compris le Canada, pour appeler les États membres à établir « des valeurs de minimis commercialement utiles dans les économies, qui permettront d'exempter les envois de faible valeur des droits de douane et de rationaliser les exigences en matière de documentation à l'entrée¹⁸ » [TRADUCTION]. La Chambre de commerce internationale a en outre appelé tous les gouvernements à établir une valeur de minimis commercialement significative de 1 000 \$ US¹⁹ » [TRADUCTION].

Conclusion

Relever le seuil de minimis du Canada, actuellement de 20 \$, entraînerait des avantages importants pour le gouvernement, les entreprises et les consommateurs, tout en ayant un effet positif net sur le trésor. Nous nous réjouissons de témoigner devant le Comité pour discuter de cette proposition plus en détail.

¹³ http://www.naylornetwork.com/pim-nwl/pdf/de_minimis_Coalition_letter_-_Nov_13.pdf.

¹⁴ http://www.manufacturingourfuture.ca/_uploads/media/4ykr83kv4.pdf.

¹⁵ <http://www.ebaymainstreet.com/canada-letter>.

¹⁶ Institut C.D. Howe – Rights of Passage : The Economic Effects of Raising the de minimis Threshold in Canada.

¹⁷ http://www.ebaymainstreet.com/sites/default/files/2015-03-02_de-minimis-threshold-letter.pdf.

¹⁸ http://www.apec.org/Meeting-Papers/Leaders-Declarations/2011/2011_aelm.aspx.

¹⁹ [http://www.iccwbo.org/Advocacy-Codes-and-Rules/Document-centre/2015/ICC-Policy-Statement-on-Global-Baseline-De-Minimis-Value-Thresholds-\(2015\)/](http://www.iccwbo.org/Advocacy-Codes-and-Rules/Document-centre/2015/ICC-Policy-Statement-on-Global-Baseline-De-Minimis-Value-Thresholds-(2015)/).